



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
6 janvier 2011
Français
Original: anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**
Groupe de travail d'avant-session
Quarante-huitième session
17 janvier-4 février 2011

**Réponses à la liste des points et des questions
concernant l'examen du rapport unique valant
cinquième, sixième et septième rapports
périodiques**

Sri Lanka* ** ***

-
- * Le présent document a été soumis avec retard en raison d'une soumission tardive au secrétariat des informations y relatives.
 - ** Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.
 - *** Les annexes au présent rapport peuvent être consultées dans les archives du secrétariat du Comité.

Réponses aux questions posées dans la liste des points et questions (CEDAW/C/LKA/Q/7)

Questions d'ordre général

Processus d'élaboration du rapport unique valant cinquième, sixième et septième rapports périodiques

1. Le présent rapport a été établi pour le Ministère du développement de l'enfant et des affaires féminines sur la base des rapports présentés par les institutions publiques concernées s'agissant des progrès réalisés en ce qui concerne le respect des obligations énoncées dans les différents articles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Parmi les institutions concernées figurent celles chargées de l'administration de la justice, de la santé, du développement rural, de l'emploi, des services sociaux et de l'éducation. Un projet de rapport a été examiné lors de plusieurs réunions avec les institutions publiques concernées avant la rédaction du rapport final et sa soumission au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
2. Les organisations de la société civile n'ont pas été directement consultées lors de la rédaction de ce rapport. Cependant, le projet de rapport a été examiné lors d'une réunion de consultation avec des organisations non gouvernementales.
3. La présentation du rapport périodique au Parlement n'est ni obligatoire ni usuelle. Le rapport n'a donc pas été soumis au Parlement.

Cadre législatif et institutionnel

Modification du Règlement sur la mise en valeur des terres

4. Le Règlement sur la mise en valeur des terres comprend des dispositions (art. 51) permettant à tout propriétaire de terres domaniales ou détenteur d'un permis sur des terres domaniales, cédées en vertu du Règlement susmentionné, de désigner un successeur. Le successeur susceptible d'être désigné est le conjoint ou un autre parent ainsi qu'il est indiqué dans l'annexe 3 à ce Règlement, selon l'ordre de priorité mentionné. Cette annexe donne la préférence à la parentèle masculine (fils, petits-fils, père, frères, oncles et neveux) par rapport la parentèle féminine (filles, petites-filles, mère, sœurs, tantes et nièces). La modification visait à supprimer cette discrimination en faisant référence aux enfants, petits-enfants, parents, frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces.

Loi n° 16 de 2003 modifiant la loi sur la nationalité

5. La loi ci-dessus a été promulguée uniquement dans le but de supprimer une disposition discriminatoire à l'égard des femmes. Avant cette modification, les Sri-Lankaises ne pouvaient pas transmettre leur nationalité à leurs enfants. La loi de modification supprime cette disposition discriminatoire et reconnaît aux femmes le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants au même titre que les hommes.
6. La politique en matière d'acquisition de la nationalité par les conjoints étrangers de ressortissants sri-lankais n'a pas été modifiée étant donné qu'il n'existait aucune discrimination à cet égard. Par conséquent, la loi de modification n'a porté aucun changement à la loi régissant l'acquisition de la nationalité par les maris étrangers de Sri-Lankaises.

7. Le Comité pourra toutefois se reporter aux troisième et quatrième rapports de Sri Lanka, qui expliquent, au paragraphe 73¹, comment la question de l'octroi de visas aux conjoints étrangers de Sri-Lankaises a été résolue.

Mécanismes nationaux de promotion de la femme

Mandat et fonctions de la Commission nationale de la condition de la femme

8. Un extrait des dispositions du projet de loi sur la Commission nationale de la condition de la femme définissant le mandat de la Commission proposée est annexé au présent document.

9. Le projet de loi sur la Commission nationale de la condition de la femme a été présenté au Parlement en mars 2010 mais est devenu caduc avec la dissolution du Parlement survenue peu de temps après. Un nouveau ministre est actuellement chargé de la question de l'émancipation de la femme et il a nommé un Comité pour examiner les dispositions du projet de loi. Des mesures sont prises pour présenter une nouvelle fois ce projet de loi au Parlement après de nouvelles consultations avec les parties prenantes. Le projet de loi devrait être finalisé et soumis au Parlement d'ici à juillet 2011.

Stéréotypes

Éradication des stéréotypes négatifs et des pratiques culturelles discriminatoires

10. La plupart des stratégies adoptées et des actions entreprises par le Ministère du développement de l'enfant et de l'émancipation de la femme mettent l'accent sur la communication au grand public de messages sur le rôle des hommes et des femmes. Les autorités restent déterminées à poursuivre leurs efforts pour lutter contre les stéréotypes sexistes tout en étant conscientes que de tels changements dans les comportements sont difficiles à l'âge adulte et doivent être inculqués durant l'adolescence, ou mieux, dès la plus tendre enfance. Les médias ont été utilisés, en particulier la télévision et la radio. La distribution de documents pédagogiques par l'intermédiaire des ministères concernés vient s'ajouter à l'organisation d'ateliers, de séminaires et de réunions. Une initiative coordonnée associant tous les médias est prévue.

11. Cependant, l'État de Sri Lanka est persuadé que la méthode la plus efficace pour éradiquer les stéréotypes sexistes est d'ouvrir des perspectives aux femmes dans tous les secteurs sans préjugés. Dans un pays où les croyances culturelles sont encore fortement ancrées, même si elles sont en net recul, il est plus sage de s'attaquer à l'élimination des stéréotypes par des méthodes indirectes. Sri Lanka met l'accent sur l'éducation. Les progrès réalisés en matière d'éducation des filles sont admirables, les filles ayant un niveau d'études plus élevé que les garçons. Sri Lanka est convaincue que l'éducation constitue l'un des moyens les plus efficaces d'éradiquer définitivement les stéréotypes sexistes.

12. Le Ministère de l'éducation a pris des mesures pour revoir les informations relatives à la représentation des hommes et des femmes dans les manuels scolaires de cinquième et sixième années et à effectuer les changements nécessaires.

¹ CEDAW/C/LKA/3-4.

Mesures prises pour mieux faire connaître aux femmes et aux filles leurs droits fondamentaux

13. La Commission des droits de l'homme a lancé des programmes éducatifs de sensibilisation sur les droits des filles et des femmes. Ces programmes se sont déroulés dans les bureaux régionaux de la Commission en 2008.

Mesures prises pour éliminer les stéréotypes et offrir plus de chances aux femmes de poursuivre des études supérieures en sciences, en ingénierie et dans d'autres disciplines techniques

14. Ainsi qu'il est écrit dans les cinquième, sixième et septième rapports périodiques de Sri Lanka, l'exercice d'une profession est exclusivement une affaire de choix. L'État donnant aux hommes et femmes des chances absolument égales d'exercer la profession qu'ils ont choisie, aucune politique n'a été mise en place pour donner plus de chance aux femmes de poursuivre des études supérieures en sciences, en ingénierie et dans les disciplines citées. Les politiques nationales donnent la priorité à l'égalité des chances dans l'ensemble du système éducatif plutôt qu'aux mesures d'élimination des stéréotypes sexistes. Comme il est indiqué dans le rapport de Sri Lanka, en 2006, environ un tiers des participants des programmes de formation professionnelle proposés par les instituts publics de formation technique étaient des femmes.

Violence envers les femmes**Retards dans le traitement des affaires de violence sexuelle et sécurité des femmes durant la période transitoire**

15. Les régimes pénal et civil applicables dans les affaires de violence envers les femmes sont distincts. Les faits de violence sexuelle qui sont incriminés par le Code pénal sont traités par les juridictions et procédures pénales. Il est vrai que les affaires pénales dans lesquelles les victimes sont des femmes tendent à traîner en longueur. Ce phénomène est fréquent dans l'administration de la justice tant pour les affaires pénales que civiles. Le législateur s'efforce depuis plusieurs années d'introduire des réformes pour l'éradiquer. Cela étant, ce phénomène ne concerne pas que les femmes et les affaires de violence sexuelle mais perturbe gravement le traitement de toutes les affaires pénales.

Gestion de la violence familiale par la médiation de la police et application de la loi de 2005

16. L'État ne dispose d'aucune information permettant de confirmer que «la plupart (des affaires de violence sexuelle) sont réglées par la médiation de la police ou de conseils de conciliation, la loi relative à la prévention de la violence familiale étant rarement utilisée» et ne peut donc corroborer cette déclaration. D'après les informations dont dispose l'État, la loi relative à la prévention de la violence familiale est effectivement appliquée, et de nombreuses affaires ont été portées en justice avec l'assistance de la Commission de l'aide juridictionnelle et d'organisations non gouvernementales (en particulier Women in Need, WIN). En outre, en 2009, 36 affaires portées par WIN devant les tribunaux ont été analysées et les conclusions sont utilisées pour former les juges et les policiers.

17. Il est vrai que la police offre ses services de médiation dans les différends familiaux, dans le but de restaurer l'unité du foyer. Cette médiation est acceptable si elle est menée de façon efficace, car il est préférable d'éviter le recours aux tribunaux pour les différends familiaux. Cette action de la police perpétue une pratique qui s'est imposée au fil des ans comme le meilleur moyen de résoudre les différends familiaux. Depuis la promulgation de la loi relative à la prévention de la violence familiale, les policiers sont formés à son

application. Dans le cadre de cette formation, ils apprennent que le règlement des différends familiaux par la médiation n'est pas toujours la meilleure solution et que les recours offerts par la loi relative à la prévention de la violence familiale devraient être utilisés au besoin.

18. La Commission de l'aide juridictionnelle, entité légalement établie subventionnée par le Gouvernement, a traité environ 217 requêtes au titre de la loi relative à la prévention de la violence familiale en 2006, 2007 et 2008. On sait également que Women in Need a présenté plus de 125 demandes à ce jour et a obtenu des ordonnances de protection pour la quasi-totalité d'entre elles depuis la promulgation de la loi.

Demande d'ordonnances de protection présentées par des femmes analphabètes et représentation juridique des femmes

19. Des centres d'aide juridique gratuite financés par l'État, créés sous l'égide de la Commission de l'aide juridique, offrent une aide juridictionnelle aux victimes de violence familiale. La Commission de l'aide juridique compte 59 centres répartis dans tout le pays. D'autres organisations non gouvernementales, telles que Women in Need, proposent une aide juridique gratuite et d'autres formes d'assistance aux femmes victimes de violence. La plupart des femmes, qu'elles soient analphabètes ou non, obtiennent souvent une assistance de la part de ce genre d'organisations.

20. Un «centre de plaintes», créé par le Comité national de la femme, enregistre les plaintes des femmes et oriente les plaignantes vers les institutions pouvant leur apporter une solution. Le centre soumet également les plaintes pour violences à la police et prend les mesures de suivi nécessaires. En 2009, 233 plaintes ont été enregistrées et traitées. Il est prévu de mettre en place une ligne téléphonique spéciale d'aide aux femmes qui offrira conseils et assistance aux victimes de violences.

Incrimination du viol conjugal

21. L'État n'a pris aucune décision pour incriminer le viol conjugal et n'envisage pas d'en prendre.

Formation des policiers et des juges à la prise en compte des sexospécificités

22. L'Institut des juges de Sri Lanka a organisé plusieurs programmes pour sensibiliser les juges aux questions relatives à la violence envers les femmes, notamment des programmes de formation sur les dispositions de la loi relative à la prévention de la violence familiale. Les policiers et les procureurs ont aussi bénéficié de ces programmes de formation.

Foyers accueillant les victimes de violence sexiste

23. Il n'existe, à ce jour, aucun foyer financé par l'État accueillant des femmes victimes de violences. Il existe en revanche des foyers gérés par des ONG. La création de foyers est devenue une priorité pour l'État et des initiatives ont été prises dans ce sens. Des directives relatives à la gestion de ces foyers ont été rédigées par le Comité national de la femme.

24. Des mesures sont prises par le Ministère du développement de l'enfant et des affaires féminines pour créer des centres d'hébergement publics pour les victimes en collaboration avec Women in Need et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bien qu'il n'existe pas encore de centres d'hébergement financés par l'État, le Ministère de la santé a mis en place dans certains hôpitaux, avec l'aide d'ONG, des «services d'assistance» qui offrent des conseils et des services médicaux aux victimes de violence sexiste. Un groupe restreint de membres du personnel de santé ayant reçu une formation spécifique est chargé de la formation et de la sensibilisation des médecins, des sages-femmes et des inspecteurs de santé publique et autres personnels exerçant dans

d'autres hôpitaux afin qu'ils puissent orienter les victimes vers les services d'assistance. La mise en place de coordonnateurs pour les questions relatives aux femmes au Bureau de la santé familiale a permis d'inscrire ces initiatives dans la durée.

25. Le Comité national des femmes du Ministère du développement de l'enfant et des affaires féminines organise des programmes de sensibilisation sur la prévention de la violence familiale à l'intention des juges et des policiers.

Mesures prises pour éliminer la violence contre les femmes déplacées

26. L'État, par l'intermédiaire du Ministère chargé de la question des droits de l'homme, a reçu chaque mois des rapports d'organismes de protection (financés et coordonnés par l'ONU) chargés de surveiller la situation des personnes déplacées. Il ressort de ces rapports que la grande majorité des plaintes pour violences concernaient des actes perpétrés par des hommes déplacés sur des femmes dans la même situation. Ces plaintes ont été traitées comme le dictaient les circonstances.

Violence sexuelle subie par les adolescentes, aboutissant au mariage forcé

27. L'État est conscient du fait que les mariages précoces sont un problème car il y a eu quelques cas où de jeunes hommes ont été poursuivis en justice pour détournement de mineur pour avoir eu des relations sexuelles consenties avec une jeune fille de moins de 16 ans. La Commission du droit a examiné cette question de manière approfondie et a recommandé une révision du Code pénal pour régler ce problème. Les propositions sont actuellement examinées par l'État. Aucun changement de la législation n'est prévu concernant l'âge minimum du mariage, fixé à 18 ans.

Prostitution et traite des êtres humains

Poursuites et mesures prises pour mettre un terme à la stigmatisation des femmes victimes

28. La traite étant une infraction pénale grave (art. 360 3) du Code pénal), les enquêtes sont menées par la police et les auteurs sont renvoyés devant la Haute Cour par le Procureur général. Une unité spéciale chargée des affaires de traite a été créée au sein du Bureau du Procureur général et des mesures sont prises pour que les auteurs soient davantage condamnés. Des programmes de formation sur la traite ont été organisés pour les fonctionnaires du Bureau afin d'améliorer leur connaissance de la législation internationale et nationale en matière de traite. L'Institut de formation des juges, en association avec le Ministère de la justice, a organisé un colloque juridique à l'intention des juges de la Haute Cour.

29. Afin de prévenir la traite des travailleurs migrants, le Gouvernement prévoit de mettre en place un système permettant de classer les agences pour l'emploi posant problème et de prendre des mesures sévères à leur encontre.

30. Une base de données nationale visant à lutter contre la traite a été créée à la Division des casiers judiciaires de la police afin de partager les informations et de surveiller l'avancement de chaque affaire. Parmi les autres initiatives nationales récentes du Gouvernement, on peut citer les programmes de formation sur l'identification des victimes et l'ouverture d'un Centre de recherche national de lutte contre la traite rattaché au Ministère de l'immigration et de l'émigration qui propose des formations et promeut la recherche et le partage d'informations entre les principales parties prenantes.

31. Le Gouvernement s'est employé à sensibiliser la population au problème de la traite des femmes et des filles à des fins sexuelles et à la question d'une migration sûre. L'école

de formation de la police et l'Académie de police ont intégré un module sur la traite à la formation classique de la police et plus de 1 600 policiers ont déjà bénéficié de cette nouvelle formation. Le Gouvernement a également rédigé des directives sur l'identification des victimes de la traite à l'intention des forces de l'ordre.

32. Pour mettre en place une stratégie pluridisciplinaire permettant de lutter efficacement contre la traite des êtres humains à Sri Lanka, le Ministère de la justice a récemment créé une équipe spéciale chargée de la lutte contre la traite des êtres humains, qui regroupera les acteurs publics clefs afin d'aborder le problème de la traite de manière globale. Avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Ministère organisera chaque mois une réunion de l'équipe spéciale, pour permettre aux participants d'échanger des informations et des bonnes pratiques, encourager les partenariats entre les parties prenantes et organiser une collaboration active pour lutter contre la traite des êtres humains. La question de la protection des victimes constitue l'un des domaines clefs en cours d'examen.

33. L'équipe spéciale examinera tous les aspects de l'infraction de traite, notamment ses incidences sur les femmes qui en sont victimes, et les autres questions auxquelles il est fait référence dans la Convention de Palerme et le Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Incrimination de la prostitution

34. La prostitution n'est pas une infraction.

Mesures prises pour empêcher la propagation de maladies sexuellement transmissibles et programmes pour détourner les travailleurs du sexe de la prostitution

35. Il existe un programme national de lutte contre les MST et le sida, qui vise à lutter contre leur propagation. Détourner les travailleurs du sexe de la prostitution est une des activités de ce programme.

Participation politique

Études consacrées à l'intérêt des femmes pour la carrière politique

36. Aucune étude n'a été menée sur le sujet.

Mesures prises pour encourager les femmes à participer à la vie politique

37. Plusieurs recommandations portant sur l'introduction d'un quota obligatoire sont actuellement à l'étude.

Mesures prises pour inciter davantage les femmes à choisir la carrière diplomatique

38. L'entrée dans le service diplomatique est soumise à un processus de recrutement par voie de concours, qui comprend un examen écrit. Les femmes bénéficient des mêmes possibilités que les hommes.

Éducation

Mesures prises pour encourager les femmes à choisir l'ingénierie et les technologies

39. Comme l'indique le rapport périodique de Sri Lanka, le choix de la filière universitaire relève strictement d'une décision personnelle.

Pourcentage de femmes parmi les enseignants

40. Le pourcentage de femmes parmi les enseignants était de 71 % en 2009.

Programmes scolaires discriminatoires à l'égard des femmes ou perpétuant des stéréotypes

41. Les programmes scolaires du primaire et du secondaire ont fait l'objet d'un examen visant à repérer les préjugés sexistes. Le Ministère de l'éducation a pris note des recommandations issues de cet examen et les applique.

Prise en compte des questions de genre dans l'enseignement technique et professionnel et incidence sur la représentation des filles dans ces filières

42. Bien que les questions de genre soient prises en compte dans les politiques et programmes relatifs à l'enseignement technique et professionnel, la proportion de filles dans ces filières n'a pas connu d'augmentation rapide. Il faudra du temps pour que cette prise en compte montre ses effets. L'évolution des comportements dépend d'une multitude de facteurs et prend du temps. Toutefois, le plus important est qu'un changement est en train de s'opérer, et on peut espérer qu'il produira le résultat escompté.

Emploi

Mesures prises pour réduire le taux de chômage des femmes

43. Le Comité se reportera au rapport périodique de Sri Lanka, qui indique que, si le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes, il a baissé plus rapidement. Cette baisse est le résultat de diverses politiques et mesures adoptées par le Gouvernement, telles que la politique d'égalité de traitement en matière de recrutement, les mesures prises pour élever le niveau d'instruction des femmes et l'octroi de meilleures possibilités de congés de maternité, pour n'en citer que quelques-unes.

Disparités salariales entre hommes et femmes dans le secteur privé officiel

44. Aucune disparité salariale de ce type n'est autorisée par la loi.

Mesures prises pour lutter contre les violences physiques et sexuelles faites aux travailleuses migrantes

45. Les mauvais traitements dont font l'objet les travailleuses migrantes préoccupent vivement l'État partie et reçoivent l'attention du ministère concerné. Plusieurs des mesures prises ont été décrites dans les rapports périodiques.

Proposition visant à interdire l'emploi à l'étranger des mères d'enfants de moins de 5 ans

46. La proposition visant à imposer des restrictions à l'emploi à l'étranger des mères d'enfants de moins de 5 ans a été considérée comme nécessaire dans l'intérêt des jeunes

enfants. Elle a été formulée à la lumière des graves conséquences de l'absence des mères pour les enfants, certains d'entre eux subissant même des violences psychologiques et physiques. Il n'a toutefois pas été donné suite à cette proposition compte tenu des protestations qu'elle a soulevées.

Santé

Loi relative à l'avortement

47. L'article 303 du Code pénal autorise l'avortement dans les cas où la grossesse compromet la santé de la mère. L'interruption de grossesse est donc légitime uniquement dans le but de sauver la vie de la mère. La possibilité de modifier cet article pour permettre l'interruption de grossesse en cas de malformations congénitales, de viol et d'inceste a été étudiée. Cette modification ne pourra être apportée qu'après discussions et consultations avec les décideurs et les autres parties prenantes, dont les autorités religieuses, qu'il faudra convaincre de la nécessité de la réforme. Comme dans la plupart des pays, la question reste controversée.

Disponibilité et accessibilité des services de planification familiale et des moyens de contraception

48. Les services de planification familiale sont fournis par des dispensaires établis dans les provinces et les districts et par des établissements de soins de santé. Selon les données les plus récentes, le nombre total de nouvelles bénéficiaires a atteint 248 897 en 2007, soit une augmentation de 10,7 % par rapport à l'année précédente. Les moyens de planification familiale modernes et réversibles représentent 26,4 % et les moyens irréversibles 27,9 %. Le système intégré de gestion des services de planification familiale a été révisé en 2007 afin d'améliorer sa fiabilité. On estime qu'en formant mieux le personnel chargé de dispenser des soins de santé préventifs ou curatifs, on a pu élargir le champ des données recueillies et leur qualité.

49. Le meilleur degré d'acceptation des moyens de planification familiale a été enregistré chez les 30-39 ans pour ce qui est des moyens irréversibles et chez les moins de 20 ans pour ce qui est des moyens modernes et réversibles, dont l'acceptation a progressivement décliné avec l'âge en 2006 et 2007.

50. L'État voit en la planification de la famille une des composantes de la santé familiale, qui comprend également la santé maternelle, la santé des nouveau-nés, la santé infantile et scolaire, ainsi que la santé des adolescents et des femmes. Cette approche globale est considérée comme la plus acceptable par les familles sri-lankaises issues de toutes les communautés.

Planification familiale et stérilisation obligatoires pour les femmes travaillant dans les plantations

51. L'État n'est au fait d'aucun programme de planification familiale ou de stérilisation obligatoire mis en œuvre dans le secteur des plantations. La planification familiale est totalement facultative dans toute l'île, y compris dans le secteur des plantations.

Femmes des zones rurales, femmes âgées et femmes handicapées

Programmes de lutte contre la pauvreté et autres services proposés aux femmes des zones rurales travaillant dans l'agriculture en matière d'éducation, de santé, d'économie et d'emploi

52. Comme l'indique le rapport périodique de Sri Lanka, les femmes font partie des bénéficiaires du programme de lutte contre la pauvreté mis en œuvre au titre des politiques gouvernementales du *Mahinda Chitana*, programme qui vise essentiellement à réduire les écarts de revenus et à lutter contre la pauvreté. Le taux d'incidence de la pauvreté, pourcentage de la population dont le revenu se situe en dessous du seuil de pauvreté national, est passé de 26,1 % en 1990-1991 à 22,7 % en 2002 et, si la tendance se poursuit, il devrait tomber à 19 % d'ici à 2015, ce qui reste supérieur à l'objectif de 13 %.

53. Pour l'heure, les seules données disponibles sont ventilées par habitat (urbain ou rural) et non par sexe. Elles montrent que le milieu urbain a connu une réduction plus rapide de la pauvreté, au-delà même de l'objectif national. Bien que les zones rurales connaissent une réduction constante, le rythme auquel elle s'effectue demeure relativement lent. À l'inverse, on a observé au sein de la population des plantations une tendance à la hausse de la pauvreté monétaire, notamment chez les ménages dirigés par un homme. Des programmes sont mis en œuvre pour inverser cette tendance, mais il faudra du temps pour qu'ils aient l'effet escompté. Au contraire des ménages dirigés par un homme, ceux ayant à leur tête une femme ont connu une réduction du taux de pauvreté.

54. Un programme de gestion mis en œuvre dans le secteur des plantations donne aux habitants des informations sur la façon de gérer le budget familial. Il calcule également l'argent que les familles gaspillent dans l'achat d'alcool. L'espoir est que ce genre de programme contribue à prévenir la violence familiale due à l'alcoolisme.

55. Toutes les femmes des zones rurales ont accès à des soins de santé curatifs et préventifs gratuits, qui incluent les services fournis par un réseau de centres de consultations pour les femmes Well Women Clinics. On y dépiste les cancers qui touchent les organes de reproduction. On y effectue également le dépistage de l'hypertension et du diabète, qui sont pertinents dans le cas des femmes âgées.

56. À la fin de 2007, un réseau de 611 Well Women Clinics était opérationnel au sein des Bureaux de la santé de toute l'île. Les femmes de plus de 35 ans peuvent y passer un examen de dépistage de l'hypertension, du diabète, du cancer du sein et du cancer du col de l'utérus. Si des anomalies sont détectées, les patientes sont orientées vers les services spécialisés concernés. Elles peuvent au besoin bénéficier de soins gratuits. Le suivi médical à domicile est assuré par la sage-femme de la santé publique du lieu de résidence.

57. Tout comme les hommes et les enfants handicapés, les femmes souffrant de handicaps bénéficient d'un programme communautaire de réadaptation. Sri Lanka étant un pays en développement, elle ne dispose pas des ressources financières qu'exige l'approche thérapeutique individuelle mise en œuvre dans les pays développés. C'est pourquoi elle applique l'approche la plus rentable, celle qui repose sur la communauté. Dans le cadre du programme communautaire de réadaptation, des personnes sont formées à la fourniture de soins par des membres de leur famille déjà formés.

58. S'agissant des handicaps qui touchent notamment la vue et l'audition, des initiatives sont menées par le Gouvernement et des organisations de la société civile. Rares sont les établissements à même de prendre en charge les personnes lourdement handicapées lorsque la communauté ou la famille ne peut le faire. Il s'agit notamment des personnes qui sont totalement privées du sens de la vue et de l'audition, ainsi que de celles qui souffrent de maladies mentales chroniques et qui ne peuvent être prises en charge à domicile.

Femmes âgées

59. Les femmes âgées désireuses de s'instruire peuvent suivre des cours dans des centres d'éducation non formelle, qui dispensent un enseignement destiné aux gens de tous âges et axé principalement sur la lecture et le calcul. Toutefois, rares sont les personnes âgées qui profitent de cette possibilité.

60. Ces centres, disponibles dans toute l'île, relèvent du département de l'éducation non formelle du Ministère de l'éducation. L'enseignement dispensé s'adresse à ceux qui sont «sortis» du système éducatif officiel ou qui ne sont jamais allés à l'école. Les personnes de tous âges peuvent en bénéficier gratuitement.

61. En ce qui concerne la promotion économique et l'emploi, des programmes spécifiques sont mis en œuvre, mais il n'y a pas de possibilités offertes à tous. Ces programmes émanent du Gouvernement, du secteur privé et d'organisations de la société civile; ils sont le plus souvent régionaux et dépendent des compétences et des besoins des bénéficiaires potentielles; ils sont conduits aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. La situation des femmes varie en fonction de leur âge: nombre de jeunes femmes célibataires des zones rurales sont employées dans le secteur de l'habillement. Les femmes travaillent également dans les plantations d'hévéas et de noix de coco et dans de petites industries familiales.

62. Un programme de crédit renouvelable a été lancé afin d'offrir des possibilités de travail indépendant aux femmes. Ce programme, qui s'adresse aux membres des associations de femmes enregistrées auprès du Bureau des affaires féminines de Sri Lanka, a bénéficié en 2009 à 1 589 femmes. Les membres du bureau de ces associations sont formés à la tenue des comptes de façon que le programme puisse fonctionner convenablement. Cela permet également de garantir la stabilité des associations tout en conseillant les femmes dans leurs entreprises. En outre, le programme de société bancaire «Vanitha Shakthi» accorde des prêts à des taux abordables aux femmes des zones rurales.

63. Des programmes de développement des compétences sont proposés aux membres des associations de femmes, l'objectif visé étant de favoriser la production de produits de qualité répondant à la demande du marché. Les femmes ont également la possibilité de vendre leurs produits par l'organisation d'expositions. On leur apprend en outre à fixer les prix, à emballer les marchandises et à explorer des débouchés commerciaux.

64. Des programmes de jardins familiaux sont mis en œuvre afin d'offrir aux familles à faible revenu des possibilités de travail indépendant et de leur assurer une alimentation équilibrée, nourrissante et saine, tout en les aidant à réduire le coût de la vie.

65. Des centres de documentation ont été créés pour les femmes âgées afin de leur offrir de la lecture et des activités récréatives pour se détendre.

Politiques de prévention et d'atténuation des risques de catastrophes naturelles et association des femmes aux mesures d'application

Informations sur les programmes de réadaptation destinés aux victimes du tsunami, et plus particulièrement aux femmes et aux filles, y compris aux femmes âgées des zones rurales

66. Avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Commission nationale des femmes a mis en œuvre le projet «suviderika», qui offre une assistance psychologique, sociale et morale aux victimes du tsunami. Le Bureau des affaires féminines de Sri Lanka a mené des projets spécifiques générateurs de revenus à l'intention des femmes victimes du tsunami. Il propose en outre des programmes apportant

aux membres des associations de femmes des informations et des connaissances sur les catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

Égalité devant la loi et dans les affaires civiles

Traitement réservé aux femmes s'agissant de la succession et lois protégeant leur droit à la propriété

67. La législation générale, le droit *kandyan* et la *thesawalami* n'établissent aucune discrimination s'agissant de la succession. Dans le droit musulman, la succession est régie par le droit applicable à la secte à laquelle appartient la femme. Un comité chargé par le Ministère de la justice d'examiner et de faire rapport sur les modifications à apporter au droit musulman se penche actuellement sur cette question, parmi d'autres.

Égalité d'accès aux services juridiques et aide juridique gratuite

68. Les femmes jouissent de l'égalité d'accès aux services juridiques et à l'aide juridique gratuite, qui est offerte sans distinction de sexe. Elles bénéficient de programmes spécifiques (services juridiques pour les victimes de violence familiale, par exemple). Le fait qu'un grand nombre de personnes soit au courant de la mise à disposition d'une aide juridique gratuite et que les données fassent apparaître une augmentation du nombre de personnes qui y ont recours montre que la population a connaissance des services proposés.

Informations sur l'accès des femmes et des enfants déplacés aux services et aux équipements nécessaires pour faire face à leurs besoins économiques et sanitaires

69. Des conseillers sont affectés par le Ministère des services sociaux à certains foyers pour personnes déplacées dans les zones de réinstallation. Ils ont notamment pour tâche de déceler les problèmes psychosociaux, d'identifier les groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les femmes et les enfants et de les orienter le cas échéant vers un psychiatre ou un psychothérapeute ou vers les services publics compétents.

70. Parmi les principales réalisations figurent l'appui au travail indépendant et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation à la prévention de la violence sexuelle et sexiste. En outre, le Bureau des affaires féminines mène des programmes visant à faire progresser la situation des femmes déplacées par des projets générateurs de revenus destinés à améliorer leur situation économique.

Politique ou plan d'action national pour le retour des personnes déplacées, leur réinstallation et leur réinsertion sociale

Ex-combattantes ou détenues

71. En 2006, le Gouvernement a nommé un commissaire général à la réadaptation chargé de mettre en œuvre son programme de réadaptation destiné aux ex-combattants. Une fois leur processus de réadaptation achevé, ces personnes devaient avoir la possibilité de se réinsérer dans la société. À cette fin, le Ministère de la réadaptation et de la réforme des prisons a élaboré le document intitulé «Voie à suivre pour la réinsertion des personnes réadaptées» (*A Way-Forward on Re-Insertion and Re-Integration of Rehabilitateds (WRRR)*).

72. En tenant compte de la dimension hommes-femmes, les principes directeurs du WRRR reconnaissent la nécessité de prendre des mesures spécifiques pour faire face aux problèmes des ex-combattantes et des détenues (désignées comme bénéficiaires dans le document). Le WRRR indique expressément que les femmes font partie des bénéficiaires directs. Le programme d'intégration sociale vise à favoriser la reconstruction de relations

entre les bénéficiaires – y compris ceux qui sont marginalisés, parmi lesquels des femmes – et les membres de la communauté d'accueil. Le WRRR comprend sept volets, l'un d'eux étant la prise en compte des besoins des femmes, des jeunes et des handicapés dans la planification et la mise en œuvre des programmes de réinsertion. Les activités de mise en œuvre du WRRR ci-après concernent principalement les femmes:

- Mettre sur pied des «sociétés d'insertion communautaire» qui favorisent les interactions entre les bénéficiaires et les membres de la communauté d'accueil, y compris les femmes, les jeunes et les handicapés (Activité 2.1.2);
- Évaluer les établissements de suivi psychosocial et de soins existants et définir les besoins psychosociaux spécifiques des bénéficiaires, hommes et femmes, et des communautés d'accueil; créer si nécessaire des centres communautaires (Activité 2.4.1);
- Mettre en œuvre des programmes communautaires d'éducation à la santé axés sur les pratiques d'hygiène élémentaires, la nutrition, les maladies transmissibles, la santé procréative, les maladies sexuellement transmissibles et la violence sexuelle et sexiste (Activité 2.4.3);
- Fournir des services de soins de santé qui répondent aux besoins spécifiques des femmes, des femmes enceintes et des mères de nourrissons, qu'il s'agisse de bénéficiaires ou de membres de leur famille (Activité 2.4.4);
- Revoir les programmes et les établissements de formation afin qu'ils répondent aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des handicapés (Activité 3.2.6); et
- Sensibiliser les fournisseurs de services aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des handicapés (Activité 6.2.3).

Participation des femmes à la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité

73. Des informations seront fournies sous peu.

Mariage et relations familiales

Réforme du droit musulman; âge du mariage dans le droit musulman des personnes; interdiction du mariage d'enfants; consentement écrit des époux

74. Le Ministère de la justice a nommé en 2009 des comités chargés d'examiner et de faire rapport sur la réforme du droit des personnes. Leurs recommandations sont attendues et seront étudiées. Ces comités se pencheront également sur la question de l'âge du mariage dans le droit musulman.

75. S'agissant de l'interdiction du mariage d'enfants, le Comité pourra se reporter au rapport périodique de Sri Lanka, qui indique que l'État ne considère pas comme avisé ou nécessaire de chercher à réformer la loi et, ce faisant, de heurter des sensibilités religieuses, puisque le problème semble se régler de lui-même. L'État suivra les recommandations du Comité en ce qui concerne l'ensemble des questions mentionnées ci-dessus.

Études supérieures des jeunes filles musulmanes et prévention des mariages d'enfants

76. La préférence est donnée à l'instruction des filles plutôt qu'au mariage précoce. Il s'ensuit qu'on s'attache davantage à instruire les jeunes musulmanes plutôt qu'à les donner en mariage à un jeune âge.